Awqâf al-Nisâ': femmes et propriété immobilière en waqf à Miliana à l'époque ottomane

Ouddène Boughoufala

University of Mascara

o.boughoufala@univ-mascara.dz

Abstract

This article contributes towards the study of women's *waqf* in the city of Miliana, located about 120 kilometers southwest of the city of Algiers. Like many other Algerian cities in the Ottoman period (1516–1830), women's *waqf* were part of the infrastructure of Miliana. This study relies on official documents from the Ottoman period preserved today in the Algerian National Archives, including: the registers (*sijillât*) of *Bayt al-Bâylik* and the registers (*sijillât*) of the tribunal courts *maḥâkim shar'îyya*.

These documents constitute a rich corpus directly related to the topic of women's *waqf*, the study of which sheds light on the social role of women in Ottoman Miliana, including their financial responsibilities. The documents studied here give information about women in the roles of wives, mothers, sisters, and daughters in relation to *waqf*: whether as founders of *waqf*, administrators of it, or as beneficiaries of its revenues. In these cases, the rights and the duties of each woman within society are determined by conditions established beforehand. Some of these conditions place men and women at equal ranks while others favor men, even when the *waqf* in question was created by a woman.

Keeping the above in mind, this article asks the following questions: What are the religious and social principles underlying the nature of women's *waqf*? What is the social role within the urban or rural setting as regards women vis-à-vis *waqf*?

Keywords

waqf – women – Miliana – Ottoman – *sijillât* – *maḥâkim shar'îyya* – *waqf* endower – *waqf* beneficiary – social and religious roles

Résumé

Notre contribution se fixe pour objectif l'étude des waqfs des femmes dans la ville de Miliana située à 120 kilomètres au sud-ouest d'Alger. Comme d'autres villes algériennes de l'époque ottomane (1516–1830), les femmes établissaient, géraient et bénéficiaient des waqfs à Miliana.

Ce travail repose sur des documents officiels provenant des Archives Nationales d'Algérie dont les registres (*sijillât*) de *Bayt al-Bâylik* et les registres (*sijillât*) des tribunaux religieux, les *maḥâkim shar'yya*.

Ces documents constituent un corpus riche pour notre sujet, à savoir une analyse du rôle des femmes par rapport à la propriété foncière possédée par les waqfs ; de même ces documents contribuent à nous éclairer sur le rôle social des femmes et leurs responsabilités financières dans la société de Miliana.

En tant que jeune fille à la maison mais aussi comme épouse, mère et sœur, les femmes bénéficiaient de revenus provenant des propriétés foncières appartenant aux waqfs ; par ailleurs, elles établissaient, elles-mêmes, des waqfs et, dans certains cas, les géraient. Dans les trois cas, les droits comme les obligations sont déterminés selon des conditions établies par avance. Certaines de ces conditions placent l'homme et la femme à égalité alors que d'autres favorisent l'homme y compris lorsque le waqf en question est établi par une femme.

Ainsi, notre perspective d'étude, telle que présentée ci-dessus, prend comme repère les questions suivantes :

- Dans notre échantillon, quels sont les principes religieux et sociaux sous-jacents quant à la nature de la propriété foncière en waqf vis-à-vis des rôles des femmes ?
- Quel est le rôle social dans la société urbaine ou rurale concernant les femmes à propos des waqfs ?

Mots clés

waqf – femmes – Miliana – ottoman – *sijillât* – *maḥâkim shar'yya* – fondatrice de waqf – bénéficiaire de waqf – rôles sociaux et religieux

Notre contribution se fixe pour objectif l'étude des femmes et la propriété immobilière mise en waqf¹ dans la ville de Miliana située à 120 kilomètres au sud-ouest d'Alger. Comme d'autres villes algériennes de l'époque ottomane

1 Waqf aussi dit *hubûs* : mot arabe signifiant fondation pieuse.

(1516–1830), les femmes établissaient, géraient et bénéficiaient des *waqfs* à Miliana.

Ce travail repose sur des documents provenant des Archives Nationales d'Algérie dont

- les registres (*sijillât*) de *Bayt al-Bâylik*² ;
- les registres (*sijillât*) des tribunaux religieux, les *maḥâkim shar'yya*³.

Ces documents constituent un corpus riche pour notre sujet, à savoir une analyse du rôle des femmes par rapport à la propriété foncière possédée par les *waqfs* ; de même ces documents contribuent à nous éclairer sur le rôle social des femmes et leurs responsabilités financières dans la société de Miliana.

En tant que jeune fille à la maison mais aussi comme épouse, mère et sœur, les femmes bénéficiaient de revenus provenant des propriétés foncières appartenant aux *waqfs* ; par ailleurs, elles établissaient, elles-mêmes, des *waqfs* et, dans certains cas, les géraient. Dans les trois cas, les droits comme les obligations sont déterminés selon des conditions établies par avance. Certaines de ces conditions placent l'homme et la femme à égalité alors que d'autres favorisent l'homme y compris lorsque le *waqf* en question est établi par une femme.

Ainsi, notre perspective d'étude, telle que présentée ci-dessus, prend comme repère les questions suivantes :

- Dans notre échantillon, quels sont les principes religieux et sociaux sous-jacents quant à la nature de la propriété foncière en *waqf* vis-à-vis des rôles des femmes ;
- Quel est le rôle social dans la société urbaine ou rurale concernant les femmes à propos des *waqfs* ?

Definition du concept *Awqâf al-Nisâ'*

Awqâf al-Nisâ', les *waqfs* des femmes, sont des *waqfs* qui concernent les femmes à plusieurs égards. A ce propos, les femmes peuvent être bénéficiaires des *waqfs* créés par les hommes. Elles peuvent aussi être fondatrices des *waqfs* et, en même temps, bénéficiaires de leurs propres *waqfs*, à savoir simultanément fondatrice et bénéficiaire d'un *waqf*. Ces situations sont reconnues par

² Registres de *Bayt al-Bâylik* : ce sont les documents de l'administration ottomane en Algérie.

³ Registres de *maḥâkim shar'yya* : ce sont les actes inscrits auprès des tribunaux religieux à l'époque ottomane.

les juristes du droit musulman (*fuqahâ'*) ainsi que par les juges (*qâdî*) : on retrouve explicitement inscrit dans les documents d'archives l'expression, *waqf al-mar'a*, i.e., *waqf* d'une femme⁴.

Par ailleurs, nous remarquons, au demeurant, l'existence des *waqfs* collectifs lorsque des bénéficiaires sont membres d'un groupe. Ainsi, à titre d'exemple, nous avons trouvé des cas, dans les documents, de l'expression composée par le groupe lexicale : « *waqf des....* » qui ne désigne pas forcément un exemple où le fondateur / la fondatrice est, en même temps, le / la bénéficiaire.

Ainsi, nous mentionnons à ce propos des *waqfs* des Andalous (*al-andalus*), i.e. des *waqfs* créés en faveur des membres de la communauté des Andalous (musulmans originaires de l'Espagne avant l'expulsion en 1492) et des *waqfs al-ashrâf*, à savoir des *waqfs* établis pour soutenir des membres de la famille du prophète Muhammad. Dans ces cas, c'est un groupe dans son ensemble qui est désigné bénéficiaire d'un *waqf* bien qu'il s'agisse tout de même des membres spécifiques de la communauté des Andalous ou de la famille du prophète.

Egalement, à noter, des *waqfs* du sultan créés par un *dây* ou un *bây* en Algérie sont en faveur de l'entourage d'un sultan et des *waqfs* des malades sont établis pour subvenir aux besoins des malades soignés dans un lieu spécifique.

Il est à signaler, dans cet article, que nous entendons par l'expression, *waqf* des femmes, une fondation qui est au profit d'une femme (ou plusieurs) ainsi qu'un *waqf* créé par une femme. Dans toutes les situations ici, un *waqf* des femmes concerne une femme d'une manière ou d'une autre.

Femmes en tant que bénéficiaires : conditions et droits

Une femme qui bénéficie des revenus d'un *waqf* est généralement la fille, la nièce ou encore la belle fille (la bru) d'un fondateur ou d'une fondatrice lorsqu'il s'agit d'une fille née d'un précédant mariage de l'époux ou de l'épouse⁵.

Dans la pratique mais effectivement pas dans le *fiqh*, un *hadîth* du prophète Muḥammad demande aux parents d'être impartiaux (équitables) quant à la répartition d'un don entre les enfants⁶. Or, les documents révèlent que la répartition des revenus des *waqfs* est souvent calqué toutefois sur la règle de l'héritage

4 Randi Deguilhem et Faruk Bilici parlent de la fondatrice de *waqf* : Deguilhem, 2001, pp. 3–19 ; Bilici, 2006, pp. 11–34. Voir aussi Ghetas, 1997, pp. 99–131 ; Moufid, 2006, pp. 156–67.

5 Ou n'importe quel proche parent féminin : Burhân al-Dîn, 1981, pp. 112–25.

6 al-Bukhârî, 1993, n° 2587.

musulman stipulé ainsi dans le Coran : « *Au garçon, une part comme celle de deux filles*⁷. »

Dans nos documents, nous remarquons le fait que des filles, avant leur naissance, peuvent être indiquées comme bénéficiaires d'un *waqf*, ce qui est également le cas pour des garçons qui ne sont pas encore nés au moment de l'établissement d'un *waqf*. Ainsi, à titre d'exemple, nous relevons un exemple de 1747 (1160 AH) où un fondateur stipule : « *...tous les biens sus-cités sont déclarés waqf, en premier lieu au profit de leur propriétaire al-Sayyid 'Abd al-Qâdir tant qu'il est vivant, puis à sa mort au profit de ses filles Khadîja, Fâtîma al-Zahrâ' et Yamûna et aux futurs naissances de sexe masculin ou féminin, enfin, au profit des descendants des personnes précitées et cela avec la double part pour l'homme par rapport à la femme...* »⁸.

En revanche, dans d'autres cas, nous avons une situation de répartition équitable entre hommes et femmes. Ainsi en est-il d'al-sayyid Ibrâhîm Bâ de l'ouest algérien dans la plaine de Chelif qui, dans son *waqf* de 1763 (1176 AH) a stipulé : « *...au profit de mes enfants existants, des enfants à naître de moi, masculin et féminin et au profit de leurs descendants et, ce, en part égale entre filles et garçons..* »⁹.

A cette même date, al-sayyid Ibrâhîm Bâ a créé un second *waqf* dans la plaine de Chelif au profit des enfants de l'un de ses agents (*nâ'ib* : représentant) al-sayyid Ibrâhîm b. al-ḥâjj Muḥammad b. Ṣayyâm, en préconisant là encore l'équité entre bénéficiaires filles et garçons¹⁰.

Dans un autre cas, al-sayyid Muḥammad Bayt al-Mâlî Bâsh Abû Lakbâsh, établit un *waqf* à Miliana et le renouvelle en 1770 (1184 AH). Ici, le fondateur attribua à sa fille mineure, Khadîja, une part égale avec celle de son fil 'Alî Ibrâhîm Bâ de l'ouest. La propriété mise en *waqf* ici était une maison située à Miliana auprès du tombeau de Sîdî b. 'Abd al-Allâh al-Ṣâmit¹¹.

Dans un autre exemple, selon un *waqf* établi en 1771 (1180 AH) par des ascendants turcs (*bulûkbâshî* ; *injishâyrî*), l'égalité concernant les portions attribuées aux bénéficiaires à propos des deux sexes comprenait les parents et les proches parents ainsi que les associés des fondateurs. Ainsi, dans ce document de *waqf*, Khadîja bénéficiait avec ses trois cousins, Muḥammad bulûkbâshî,

7 *Le Saint Coran*, 1989, chapitre 4 *al-Nisâ'* (Les femmes), versets 11–12, p. 78.

8 Archives Nationales d'Algérie (ANA), *Sijillât al-mahâkim al-shar'iyya* (SMSh), B. 34 (B = Boîte), Document (D = Document), document n° 112.

9 ANA / SMSh / B. 34 / D. 18.

10 ANA / SMSh / B. 34 / D. 39.

11 ANA / SMSh / B. 34 / D. 162.

Muḥammad al-injishâyri et Mustafâ de façon égalitaire, d'1/4 des bénéfices des revenus de *waqf*¹².

Par ailleurs, l'inégalité dans la répartition des bénéfices d'un *waqf* ne concernait pas uniquement l'homme et la femme. Nous constatons un partage inégale entre femmes et entre sœurs. Dans un registre des tribunaux de 1782 (1197 AH), nous relevons : « ... Après sa mort (de 'Uthmân al-Turkî), le *waqf* revient au profit des filles de son beau-fils Aḥmad b. Ḥusayn b. Aḥmad Bâz nommés : 'Â'isha, Ruqayya, Khadîja et Umm al-Ḥasan, avec les proportions suivantes : une moitié pour 'Â'isha et l'autre moitié est réparti entre les trois autres sœurs »¹³.

Si certains fondateurs adoptèrent le principe de la « double part pour l'homme », d'autres optent pour l'égalité entre les sexes. Il se trouve aussi que certains fondateurs ne précisèrent pas dans leurs *waqfs* s'il fallait répartir selon la règle de la jurisprudence musulmane ou par égalité des parts. Tel est le cas, par exemple, du *waqf* établi en 1725 (1137 AH) par deux frères : al-ḥâjj 'Abd al-Qâdir, commandant en chef (*qâ'id waṭan*) de Miliana, et son frère al-ḥâjj Muḥammad. De même, pas de stipulation précise quant à la répartition de bénéfices entre masculin et féminin pour le *waqf* de Muḥammad Jilâlî b. Didîsh al-Mâzûnî qui l'a créé en 1733 (1146 AH) dont le bien mis en *waqf* consistait d'une maison située en face du tombeau de saint-patron de la ville Sîdî Aḥmad b. Yûsuf¹⁴.

Par ailleurs, nous relevons dans un *waqf* de 1740 (1153 AH) le cas où le fondateur Muḥammad al-Sharîf prévoit sa sœur comme bénéficiaire et ce seulement en dernier ressort au cas d'extinction de sa postérité. Ce *waqf* possédait, comme propriété, une maison située auprès du four (*kûshat*) al-ḥûka. Les informations concernaient la répartition de bénéfices sont inscrites dans ces termes : « ... au profit de ses enfants (i.e. du fondateur) par génération, et au cas d'extinction, le *waqf* revient à sa sœur Ruqayya, épouse de 'Alî b. 'Alî âghâ, puis au fils de celle-ci, Muḥammad b. 'Alî et ses descendants »¹⁵.

La femme comme conjointe du fondateur est rarement totalement bénéficiaire. Dans ces rares cas, son bénéfice est tributaire de son veuvage. Néanmoins, ses droits sur les revenus du *waqf* deviennent nuls dans le cas de son remariage. Ces mêmes droits reviennent alors aux enfants du fondateur et uniquement à ceux-là. C'est entendu que les enfants de la femme veuve nés d'un autre père, c'est-à-dire, le beau-fils du fondateur perdent leur droit par la même occasion. On trouve l'expression d'un tel cas dans l'exemple du *waqf* établi en 1762 (1175 AH) par al-sayyid al-ḥâjj Muḥammad, un des descendants

12 ANA / SMSH / B. 34 / D. 40.

13 ANA / SMS / B. 34 / D. 115.

14 ANA / SMSH / B. 34 / D. 122.

15 ANA / SMSH / B. 34 / D. 113.

d'al-shaykh al-walî Sîdî Aḥmad b. Yûsuf selon les propos : « ... et sa femme Ḥalîma bt. Aḥmad Zarûq à laquelle revient le 1/4 du revenu...à sa mort ou son remariage, son droit revient à ses enfants excepté sa belle-fille Faṭûma... »¹⁶.

Certains fondateurs excluent complètement la femme des bénéfices des revenus de *waqf* et cela, à toute génération. Tel est le cas dans un *waqf* établi à Blida en 1780 (1194 AH) : « ...les enfants de sexe masculin uniquement, sans aucun profit pour les enfants de sexe féminin, à toute génération confondus »¹⁷. D'autres fondateurs temporent l'exclusion de la femme en ce sens où sous certaines conditions, elle devient bénéficiaire : cas de célibataire ou veuve, autrement dit, tant qu'elle n'est pas à la charge d'un mari¹⁸.

Enfin, d'autres fondateurs ne posent aucune entrave pour qu'une femme puisse bénéficier des revenus d'un *waqf* même au cas de remariage. Ainsi, al-Mukram Ḥamûda b. Ḥaydar al-Turkî a mis son logement à Miliana en *waqf* en 1645 (1055 AH) au profit de ses filles dont trois étaient mariées¹⁹.

Dans le cas le plus général, l'exclusion de la femme s'apparente plus à la volonté de favoriser la priorité de l'homme plutôt que d'instaurer la privation absolue de la femme. Ce constat s'appuie sur des cas suivants :

- Le *waqf* d'al-sayyid al-ḥâjj b. 'Alî b. Sîdî al-Fallâq établi en 1770 (1184 AH) : « ...après extinction des enfants masculins du fondateur, leurs filles deviennent bénéficiaires au même titre que les filles du fondateur lui même... »²⁰.
- al-shaykh al-'âlim al-muḥaqqiq Abû 'Abd Allâh Muḥammad b. Abî al-Hasan 'Alî al-Kharûbî al-Ṭarabulsî, reconnu comme autorité religieuse et savant, agréa son *waqf* en 1548 (955 AH) avec des biens comprenant des logements à Alger et à Miliana au profit de sa progéniture féminine dans le cas de l'extinction des bénéficiaires masculins²¹.
- al-'âlim al-fâḍil al-sayyid al-'Arabî b. Muḥammad b. Sâlah, également reconnu comme savant, a inscrit en *waqf* en 1810 (1225 AH) une parcelle de terre du territoire de la tribu de Jandal selon les mêmes modalités précédentes²².

16 ANA / SSMH / B. 34 / D. 10.

17 ANA / SSMH / B. 34 / D. 168.

18 ANA / SSMH / B. 34 / D. 140.

19 ANA / SSMH / B. 34 / D. 43.

20 ANA / SSMH / B. 34 / D. 169 ; ANA / SSMH / B. 24-1 / D. 33.

21 ANA / SSMH / B. 27-1 / D. 45.

22 ANA / SSMH / B. 34 / D. 65.

La « clause du célibat » comme condition à la participation de la femme aux bénéfices d'un waqf est la condition la plus répandue à Miliana à cet égard et dans les localités environnantes comme à Mazouna, Tenès et Media. Cette clause a été mentionnée par le biais d'expressions différentes telle que :

- À Miliana, dans un document de 1548 (955 AH), un fondateur a dit « *elles ont le droit tant qu'elles ne sont pas mariées...* »²³.
- À Tenès : en 1800 (1214 AH), un fondateur précise dans sa charte de fondation de waqf : « *...les filles sont exclues sauf en cas de besoin lors de non mariage (i.e. célibataire ou veuve* »²⁴ et en 1822 (1238), dans un document, on lit : « *... les filles sont bénéficiaires avant leur mariage, elles perdent leur droit au moment de leur mariage et le retrouve en cas de décès du mari ...* »²⁵.
- À Médéa, dans un document de 1744 (1157 AH), on trouve : « *...à condition d'être veuve indépendamment de sa fortune personnelle...* »²⁶.
- Et à Mazouna, un document de 1806 (1221 AH) précise : « *...et la femme sans époux...* »²⁷.

Pour comprendre la logique de ces démarches, nous pouvons offrir plusieurs hypothèses. Les différenciations entre les sexes et les exclusions déclarées ou non telles que relevées dans les documents de waqfs que nous avons étudiés nous inspirent les réflexions suivantes.

Première hypothèse : les fondateurs des *waqfs* se sont inspirés de la jurisprudence musulmane relative à l'héritage qui favorise l'homme, responsable de la famille et garant des dépenses de celle-ci. À cela, il faudrait rajouter la crainte des parents quant à la pauvreté éventuelle de leurs fils, les filles étant prises en charge par leurs maris.

Ou bien, la différenciation sexuelle pouvait également être motivée par la brièveté de la situation de jeune fille qui reste célibataire ou de femme qui est veuve. Dans les deux cas, les femmes étaient rapidement demandées en mariage. Elles sont alors par ce fait mise sous la protection et à la charge de leurs époux contrairement aux enfants masculins plus exposés à la pauvreté.

Par ailleurs, il est connu qu'une certaine sensibilité d'ordre familiale ou tribale ont pour souci de préserver les biens dans la famille paternelle et d'empêcher leur dispersion au profit d'autres familles ou tribes. De ce fait, les fondateurs de waqfs peuvent œuvrer à exclure ou minimiser les bénéfices

23 ANA / SMSH /B. 27-1 / D. 45.

24 ANA / SMSH /B. 34 / D. 173.

25 ANA / SMSH /B. 34 / D. 80.

26 ANA / SMSH /B. 34 / D. 140.

27 ANA / SMSH /B. 34 / D. 174.

allant aux femmes. Dans les propos d'un fondateur de waqf dans un document de 1762 (1175 AH), on ne peut plus clairement expliciter ceci : « ...*les enfants masculins des filles mariées aux étrangers n'ont pas de droit (aux bénéfices)...* »²⁸ tandis qu'un autre fondateur s'exprime en 1792 (1206 AH) comme suit : « ...*la fille a des droits mais ne peut postuler au droit de domiciliation* »²⁹. Puis, dans un document de 1548 (955 AH), on constate l'autorisation introduite par un fondateur de waqf de la possibilité pour les bénéficiaires d'un waqf qui réside en lieu étranger de vendre leurs parts des bénéfices et les investir pour acheter l'équivalent en leur lieu de domicile³⁰.

Enfin, les bénéfices des revenus d'un waqf accordés à la femme sous condition de célibat pourraient être traduits comme une restriction au mariage : ainsi pour ne pas prendre ses droits, la jeune fille évite le mariage alors que les femmes mariées provoquent un divorce, notamment en période de répartition des revenus du waqf.

En somme, l'exclusion de la femme des revenus d'un waqf équivalait, en particulier, pour la première génération des bénéficiaires, à une privation d'héritage. En effet, même si en théorie, un individu ne pourrait mettre plus d'un tiers de ses propriétés en waqf justement pour ne priver ses héritiers de leur dû, en réalité, souvent une très grande partie des biens d'un individu se trouvait sous forme de waqf.

La femme en tant que fondatrice du waqf : biens et rôle social

Globalement, l'atmosphère sociale et les règles de répartition qui régissaient le *waqf* concernant la femme comme bénéficiaire reste inchangé dans le cas où le *waqf* est établi par une fondatrice. Ainsi, concernant les biens d'un *waqf* qui, avant d'appartenir à celui-ci, étaient des propriétés d'un individu : le fait de les mettre en waqf faisait en sorte qu'elles évoluaient pour devenir des avoirs d'une fondation dont le destinataire était des Lieux Saints (*al-Haramayn al-Sharîfayn* : Mecque et Medine) ou dans des rares exceptions, les revenus de ces propriétés mises en waqf allaient au profit des *waqfs* des Andalous ou de la Grande Mosquée de Miliana et d'Alger³¹. De même, dans le cas d'une fondation ou de bénéfice, la nature des biens *waqfs* mis en jeu, sa position, la détermination des parts, les clauses, le statut de la femme (mère, sœur, épouse, parente...) restent inchangés.

28 ANA / SMSH / B. 34 / D. 10.

29 ANA / SMSH / B. 34 / D. 17.

30 ANA / SMSH / B. 27-1 / D. 45.

31 ANA / SMSH / B. 34 / D. 25, D. 43, D. 113.

Tableau des fondatrices et propriété immobilière mise en waqf

Fondatrice, Date	Propriété, Ville	Origine de la propriété mise en waqf	Règle de la distribution aux bénéficiaires intermédiaires ^a
1- Âmatu Allâh Fâṭima al-sharshâliya, 1642 / 1052 AH ^b	Maison (<i>dâr</i>) ; terrain (<i>arḍ</i>) Cherchell	Héritage de mère	Selon la règle de la jurisprudence musulmane d'héritage ' <i>ala al-farâ'id</i> ' : « <i>Au fils, une part équivalente à celle de deux filles</i> »
	Le dernier dévolutaire <i>al-marji'</i> ^c	<i>al-Ḥaramayn al-Sharîfayn</i>	
2- Fâṭima bt. 'Îsâ 1684 / 1095 AH ^d	Jardin (<i>janân</i>) Médéa	Héritage de l'époux et du fils	Aucun : c'est un waqf <i>khayrî'</i>
	Le dernier dévolutaire <i>al-marji'</i>	<i>al-Ḥaramayn al-Sharîfayn</i>	
3- 'Â'isha bt. Muḥammad b. al-Hûliya 1760 / 1174 AH ^f	Maison (<i>bayt</i>) ; chambre (<i>ghurfa</i>) ; 2 petites chambres (<i>ghrîfâ</i>) ; entrepôt (<i>makhzan</i>) ; écurie (<i>iṣṭabl</i>) Médéa	Héritage du père, de la mère et du frère ; plus achat	Selon la règle de la jurisprudence musulmane d'héritage ' <i>ala al-farâ'id</i> ' : « <i>au fils, une part équivalente à celle de deux filles</i> »
	Le dernier dévolutaire <i>al-marji'</i>	<i>al-Ḥaramayn al-Sharîfayn</i>	
4- Khadija bt. Aḥmad b. Rabî'a 1768 / 1182 AH ^g	Four (<i>furn</i>) ; atelier (<i>dâr al- 'amal</i>) ; 2 boutiques (1 <i>hânût</i> et 1 <i>dukkân</i>) ; four à chaux (<i>kûsha al-jîr</i>) Médéa	Héritage de l'époux ; le document mentionne que la fondatrice a présenté un document de dette sans d'autres informations	Selon la règle de la jurisprudence musulmane d'héritage ' <i>ala al-farâ'id</i> ' : « <i>au fils, une part équivalente à celle de deux filles</i> »
	Le dernier dévolutaire <i>al-marji'</i>	<i>al-Ḥaramayn al-Sharîfayn</i>	

	Fondatrice, Date	Propriété, Ville	Origine de la propriété mise en waqf	Règle de la distribution aux bénéficiaires intermédiaires ^a
5-	Âmina bt. Ḥusayn b. Muḥammad b. Ḥusayn 1771 / 1185 AH ^h Le dernier dévolutaire <i>al-marji'</i>	Maison (<i>dâr</i>) Alger	Propriété (provenance du bien non signalé dans le document) <i>al-Ḥaramayn al-Sharîfayn</i>	Egalité des droits de revenus entre hommes et femmes
6-	Faṭiṭma bt. Banşârî Muḥammad 1776 / 1190 AH ⁱ Le dernier dévolutaire <i>al-marji'</i>	Jardin (<i>janân</i>) Médéa	Achat <i>al-Ḥaramayn al-Sharîfayn</i>	Egalité des droits de bénéfices entre hommes et femmes
7-	Jannât bt. al-ḥâjj Muḥammad b. al-Shûliya 1787 / 1201 ^j Le dernier dévolutaire <i>al-marji'</i>	½ maison (<i>dâr</i>) Miliana	Héritage du mari – 2/3 à <i>al-Ḥaramayn al-Sharîfayn</i> – 1/3 à la Grande Mosquée <i>al-Jâmi'</i> <i>al-a'zam</i> de Miliana	Selon la règle de la jurisprudence musulmane d'héritage ' <i>ala al-farâ'id</i> : « au fils, une part équivalente à celle de deux filles »
8-	Râḍiya bt. al-marḥûm Qâsid 'alî Shâwash al-injishâyri 1788 / 1202 ^k Le dernier dévolutaire <i>al-marji'</i>	Maison (<i>dâr</i>) Constantine	Propriété (provenance du bien non signalé dans le document) ½ à <i>al-Ḥaramayn al-Sharîfayn</i> ½ à La Grande Mosquée <i>al-Jâmi'</i> <i>al-a'zam</i> Sîdî al-Kattânî à Constantine	Egalité des droits de bénéfices entre hommes et femmes
9-	Khadîja bt. al-Ṭayyab al-Gharbiyya 1819 / 1234 ^l Le dernier dévolutaire <i>al-marji'</i>	Une part de terrain (<i>maqsam</i>) Miliana	Héritage du frère <i>al-Ḥaramayn al-Sharîfayn</i>	En faveur des enfants masculins à l'exclusion des enfants féminins

- a Le propriétaire déclare le transfert de sa propriété privée vers un statut de bien waqf et, en même temps, la désignation des bénéficiaires intermédiaires tels que ses enfants et les enfants de ses enfants des revenus provenant de la propriété possédée par le waqf ; le dernier bénéficiaire (après l'extinction de la lignée des bénéficiaires) étant, par exemple, les Lieux Saints de l'islam.
- b ANA / SSMH / B. 34 / D. 150.
- c Le dernier bénéficiaire à qui revient enfin les revenus de waqf s'appelle *al-marji'*.
- d *Waqf khayrî* : waqf charitable ou public ; *waqf ahlî* ou *dhurri* : waqf privé ou waqf familial ; *waqf mushtarak* : waqf mixte avec des bénéficiaires individuels et des œuvres charitables ou publiques.
- e ANA / SSMH / B. 34 / D. 95 ; Archives nationales d'Outre-Mer (ANOM) / 1MI / Bobine (Bob) 16, D. 131.
- f ANA / SSMH / B. 52 / D. 47.
- g ANA / SSMH / B. 52 / D. 25.
- h ANA / SSMH / B. 34 / D. 42.
- i ANA / SSMH / B. 34 / D. 36.
- j ANA / SSMH / B. 34 / D. 116.
- k Archive de la Wilaya de Constantine (AWC) / *Sijill Şâlah Bâÿ* (SSB) / D. 32.
- l ANA / SSMH / B. 34 / D. 157.

Les documents relatifs aux *waqfs* des fondatrices nous révèlent des aspects concernant les propriétés des femmes, les rôles sociaux des femmes en créant leurs *waqfs* et les spécificités du *waqf* féminin.

Dans nos échantillons, les biens possédés par les *waqfs* établis par les fondatrices sont presque identiques que ceux qui produisent des revenus des *waqfs* accordés aux femmes bénéficiaires : une maison familiale, une étable (généralement située en ville), un jardin potager, des terres irriguées et des terres en friche (en préparation aux labours) situées dans les arrières-pays des villes (*al-fuhûs*) et les campagnes (*al-awtân*). À ce genre de biens, les fondatrices avaient également inclus dans leurs *waqfs* des locaux commerciaux (*hânût* et *duk-kân*)³². À ce propos, un constat intéressant est à noter : dans nos documents, nous avons trouvé le *waqf*-testament de Yahya al-Kuwâsh b. Ghânam de 1661 / 1071 AH qui explicite l'exclusion des locaux commerciaux parmi les propriétés mises en waqf selon les termes : « ...*sauf les deux boutiques...* »³³.

D'autres constats sont à noter à partir de nos échantillons : les biens mis en waqf par les femmes proviennent pour la plupart de l'héritage paternel. Par ailleurs, contrairement aux exemples étudiés concernant des propriétaires masculins devenus fondateurs de *waqfs*, il est rare que des femmes investissent

32 ANA / SSMH / B. 34 / D. 118.

33 ANA / SSMH / B. 34 / D. 99.

dans l'achat de biens qui feront par la suite l'objet d'un *waqf*. Nous trouvons confirmation de ce propos dans un acte de 1793 / 1208 AH : « ...*amatu Allâh Khadîja bt. al-hâjj Yahyâ atteste que toute sa part d'héritage obtenue de son père al-hâjj Yahyâ, à savoir le terrain de Huwâra est un waqf...* »³⁴ ou encore dans le cas de *Khadîja bt. al-Ṭayyib* qui inscrit en *waqf* les biens hérités de son frère³⁵. Même dans les cas où la part de l'héritage n'a pas encore été consommée (*al-shiyâ'*)³⁶ comme dans l'exemple d'al-sayyida Maryam bt. al-sayyid al-hâjj Mûlûd et al-sayyida Khadîja, femme d'al-hâjj Muḥammad b. 'Ashîṭ.

Il apparaît, selon notre étude, que contrairement aux fondateurs, certain *waqfs* fondés par les femmes ne prennent effet qu'après le décès de la fondatrice. Par ailleurs, ces *waqfs*-là sont souvent constitués dans le lit de mort de la fondatrice. Ainsi, nous pouvons dire qu'il s'agit d'un *waqf*-testament ou d'un *waqf* d'une malade. Ce genre de *waqf* est autorisé par le *fiqh*³⁷. Nous retrouvons de tels cas dans les registres de *Sijillât Bayt al-Bâylik* au XVII^e siècle où nous lisons : « ... *Waqf de Fâtîma nommée Sa'îda est un waqf-testament : cette dernière lors de sa maladie mortelle à al-Hijâz atteste que après sa mort, tous les sept rizières (sab'a aḥbâli al-arz) sont waqf* »³⁸.

Nous rappelons que les femmes pouvaient exécuter elles-mêmes les procédures de *waqf* ou faire appel à un représentant en la personne du conjoint³⁹ ou d'une autre personne⁴⁰ pour le faire. L'usage de procuration était également connu chez les hommes.

Ainsi, dans ce cas d'un *waqf*-testament, la fondatrice, jusqu'à son décès, reste la seule personne à jouir des biens qu'elle avait promis au *waqf* qu'elle a créé, c'est aussi la situation pour un fondateur et, cela, en conformité avec le rite hanafite (*madhhab Abû Yûsuf*). Dans certaines situations, la jouissance des biens est cédée à la fille de la fondatrice ou à sa sœur comme il apparaît dans le *waqf* de *Â'ishûsha bt. 'Abd al-Wahhâb* créé en 1713 / 1125 AH⁴¹.

Le *waqf* créé par des femmes porte une particularité qui le distingue de celui des hommes dans la mesure où il peut être ouvert aux femmes étrangères à la famille, c'est à dire, une femme bénéficiaire qui ne serait ni la fille de la fondatrice ni sa sœur. C'est un constat de premier plan. Nous relevons

34 ANA / SMSH / B. 34 / D. 178.

35 ANA / *Sijillât Bayt al-Bâylik (SBB)* / B. 12 / D. 63.

36 ANA / SMSH / B. 34 / D. 26, 179.

37 al-Zurqâ, 1998, 114–115.

38 ANA / *Sijillât Bayt al-Bâylik (SBB)* / B. 12 / D. 63.

39 ANA / SMSH / B. 34 / D. 26.

40 ANA / SMSH / B. 20-1 / D. 19 ; ANA / SMSH / B. 34 / D. 118.

41 ANA / SMSH / B. 34 / D. 171.

ce cas dans le *waqf* de Fâtîma bt. Jân Aḥmad, épouse d'al-ḥâjj 'Uthmân Bâf of Bâylîk Tiṭrî (Médéa), établi en 1758 / 1172 AH. Effectivement, une des bénéficiaires de ce *waqf* est Khadîja bt. Muḥammad b. Sâlam Âghâ et ses descendants. Vraisemblablement, Khadîja n'est pas de la famille de la fondatrice de ce *waqf*. Concernant les propriétés de ce *waqf*, elles comprenaient un jardin, une maison et deux parts d'un autre jardin à Miliana⁴². Ce cas évoque bien des interrogations quant à ce choix de bénéficiaire de la part de Fâtîma lorsqu'on sait que Khadîja, bénéficiaire étrangère donc à la famille de la fondatrice est l'épouse d'al-Qâ'id Ibrâhîm, gouverneur de Miliana, et donc hors de besoin en matière de bienfaisance au point où elle est devenue elle-même fondatrice d'un *waqf* en 1762 / 1175 AH fondé sur l'appui de deux boutiques situées hors de la ville⁴³. Par manque d'informations, nous ne pouvons que constater qu'il y a eu sûrement des liens entre la fondatrice, Fâtîma bt. Jân Aḥmad, et Khadîja bt. Muḥammad b. Sâlam Âghâ ou, du moins, entre la famille de la fondatrice de ce *waqf* et la famille de l'épouse d'al-Qâ'id Ibrâhîm.

Par ailleurs, le transfert de revenus, par ce biais, entre femmes, ne se limitait pas uniquement à ceux générés par les biens *waqf*. Selon un acte de répartition d'un héritage de 1654 / 1064 AH concernant des propriétés situées dans l'arrière-pays d'Alger (*fahṣ al-Bâb al-jadîd*) et des boutiques à Miliana, une femme, qui s'appelait *al-hâlîka* (défunte) Faṭûma bt. al-sayyid Aḥmad b. Ghâlib, lègue le tiers de sa part de son héritage au profit de sa belle-mère (i.e. la mère de son mari) al-waliyya Bakhta bt. Mûsâ. Cette information est d'après un témoignage cité dans un acte de concession légal (acte de répartition d'héritage). D'autre part, Faṭûma a ordonné l'affranchissement de l'esclave appelée 'ama⁴⁴.

Les hommes sont également bénéficiaires des *waqfs* fondés par des femmes soit durant la vie de la fondatrice soit après sa mort (dans ce cas, il s'agit d'un *waqf*-testament), cela en tant qu'époux, beau-fils, petit-fils ou encore enfant à charge.

À cet égard, regardons le litige survenu en 1812 / 1227 AH qui opposa, d'une part, le gestionnaire (*nâẓir*) des *waqfs* des Villes Saintes (*al-Ḥaramayn al-Sharîfayn*) dont les propriétés se trouvaient à Miliana et, d'autre part, al-sayyid Muḥammad, gouverneur de Miliana et représentant du *Bayt al-Mâl*⁴⁵ (la Trésorerie) ainsi qu'al-sayyid b. 'Alî, dernier époux de la défunte al-Zuhra (pas d'autres informations sur l'identité d'al-Zuhra). Ce litige avait pour raison le fait qu'al-Zuhra aurait inscrit sa maison située dans le quartier (*ḥûmat*) Shanqûr

42 ANA / SSMH / B. 34 / D. 29.

43 ANA / SSMH / B. 34 / D. 118.

44 ANA / SSMH / B. 34 / D. 99.

45 Le *Bayt al-Mâl* en Algérie ottomane s'occupait des biens vacants et les héritages.

ainsi que le jardin de *muqarnât* en tant que propriétés en *waqf* au profit de son premier mari⁴⁶.

Un exemple auquel nous avons déjà fait référence ci-dessus où une fondatrice choisit comme bénéficiaire un membre de la famille qui ne figure pas parmi ses propres enfants ni ses parents biologiques : en 1758 / 1172 AH, Fâtîma bt. Jân Aḥmad, époux d'al-sayyid al-ḥâjj 'Uthmân Bâyy Tittrî attribua une partie des revenus de son *waqf* à son beau-fils Muḥammad al-kabîr⁴⁷.

Si, dans certain cas, le lien de parenté entre la fondatrice et un bénéficiaire masculin est clairement établi, en revanche, dans d'autres cas, ce lien n'est pas visible et non explicite. C'est ainsi, par exemple, le cas avec le *waqf* de Ḥalîma bt. Muḥammad al-ʿAtṭâfi de 1753 / 1166 AH où elle met sa maison en *waqf* dont une partie des revenus provenant de la location de celle-ci est attribuée selon ces propos : « ...au petit enfant Muḥammad, fils du vieux al-Makkî al-ḥâjj b. al-Dahlûk... » (pas d'autres informations dans le document)⁴⁸.

Nous constatons que lorsqu'un bénéficiaire masculin est le fils d'une fondatrice, la répartition se faisait d'habitude selon la règle de la jurisprudence musulmane : « *au fils, une part équivalente à celle de deux filles* » comme c'est le cas avec le *waqf* fondé conjointement par un couple en 1675 (1086)⁴⁹. Cette règle d'héritage préside même avant la naissance d'un enfant ; ainsi, une mère prévoit l'application de la règle au cas où l'enfant à naître serait de sexe masculin. À ce propos, un *waqf* établi en 1762 / 1175 par Khadija bt. Sâlam Âghâ prévoit, après le décès de la fondatrice qui en bénéficie elle-même durant son vivant : les bénéfices vont à « ... ses enfants existants, Muḥammad, Aḥmad et Fâtîma et ses enfants à naître des deux sexes, une double part revenant au mâles... »⁵⁰.

Il apparaît donc que sur ce point, les fondatrices de *waqfs* opèrent de manière assez différente des hommes qui créent des *waqfs*. Nous le voyons dans les exemples cités ci-dessus. À l'exception près, les fondatrices comme les fondateurs fonctionnent selon les contextes religieux et sociaux de l'environnement culturel et selon les usages de genre.

46 ANA / SMSH / B. 34 / D. 20.

47 ANA / SMSH / B. 34 / D. 29.

48 ANA / SMSH / B. 34 / D. 176.

49 ANA / SMSH / B. 34 / D. 160.

50 ANA / SMSH / B. 34 / D. 118.

Quelques mots de conclusion

Les femmes en tant que fondatrices de *waqf* jouaient donc un rôle important dans la société, particulièrement, envers leurs choix d'enfants mineurs comme bénéficiaires de leurs fondations mais aussi par leurs choix d'enfants majeurs comme bénéficiaires ainsi que par des choix de verser des revenus de leurs *waqfs* aux orphelins et aux pauvres. Ce rôle permet de renforcer les rapports sociaux hors de la famille et de fortifier la cohésion au sein de la famille lorsque les bénéficiaires sont de la famille biologique ou par alliance. À l'appui des exemples étudiés ci-dessus, nous constatons que les *waqfs* établis par les femmes marquent une différenciation de ceux créés par les hommes⁵¹.

De par le *waqf*, les femmes comme les hommes ont contribué à travers leurs propriétés immobilières qu'elle fondaient en *waqf* à rapprocher l'arrière-pays (*fahs*) à la ville. Par ce biais, lorsque des revenus provenant des biens *waqf* localisés dans l'arrière-pays revenaient à des bénéficiaires domiciliés en ville, de nouvelles attaches se mettaient en place entre les urbains et l'arrière-pays et inversement.

D'un autre côté, nos recherches auprès des documents de *waqf* montrent que la propriété immobilière établie en *waqf* par les femmes comme par les hommes n'ont souvent pas dépassé les confins de la famille avec les bénéficiaires qui viennent des cercles familiaux bien que nous avons analysé quelques exceptions à celui-ci.

Bio

Ouddène Boughoufala is professor of history at Mascara University, Algeria, where he teaches and supervises MA and PhD dissertations and where he directs the research unit of sociology and history (LRSH). He obtained a joint PhD in 2007 from the University of Provence, France, and the University of Algiers. He has published five books on topics including a historiography of the French Revolution in North African research, the economic and social history of the cities of Medea and Miliana in the Ottoman era, and the life of Emir Abdelkader.

51 Voir le rôle des femmes et le *waqf* dans la société de Damas à l'époque ottomane dans Deguilhem 1995, 203–25 et pour Alep également durant l'ère ottomane : Meriwether, 1997.

Bibliographie

Archives

Algérie

Archives Nationales d'Algérie (ANA)

- *Sijillât al-Maḥâkim al-Sharʿiyya* (Registres des tribunaux religieux)
 - B 20-1 / D : 19
 - B 24-1 / D : 33, 43
 - B 27-1 / D : 45
 - B 28-1 / D : 15
 - B 34 / D : 10, 17, 18, 20, 25, 26, 29, 36, 39, 40, 42, 43, 65, 80, 95, 99, 112, 113, 115, 116, 118, 140, 150, 157, 160, 162, 168, 169, 171, 173, 174, 176, 178, 179
 - B 52 / D : 25, 47, 122
- *Sijillât Bayt al-Bâylîk* (Registres de Bayt al-Bâylîk)
 - B 12 / D : 63.

Archives de la province (*wilâya*) de Constantine

- *Sijill Şâlah Bâi* (Registre de Şâlah Bâi)
 - D : 32

France

Archives Nationales d'Outre-Mer (ANOM), Aix-en-Provence

- 1MI / BOB. 16 / D. 71, 131

Publications

- Bilici, Faruk, 2006, « Les Waqfs constitués par les femmes à Istanbul dans la première moitié du XVI^e siècle », Revue *Awqaf*, n° 10, pp. 11–34.
- Burhân al-Dîn, Ibrâhîm b. Mûsâ b. Abî Bakr b. al-Shaykh ʿAlî al-Ṭarâbulî, 1981, *al-Isʿâfî aḥkâm al-awqâf* (À l'appui des règlements de waqfs), Beyrouth, Dar al-Raʿid.
- Bukhârî (al-), Muḥammad b. Ismâʿîl, 1993, *Ṣaḥîḥ al-Bukhârî (Ḥadîth al-Bukhârî)*.

- Deguilhem, Randi, 1995, « Naissance et mort du waqf damascain de Hafiza Khânum al-Mûrahlî (1880–1950) », in Randi Deguilhem, dir., *Le waqf dans l'espace islamique. Outil de pouvoir socio-politique*, Damas, IFEAD (Institut Français d'Etudes Arabes de Damas).
- Deguilhem, Randi, dir., 1995, *Le waqf dans l'espace islamique. Outil de pouvoir socio-politique*, Damas, IFEAD.
- Deguilhem, Randi, 2001, « La conscience de soi : la femme musulmane en tant que fondatrice et gérante des fondations pieuses à Damas à la fin de l'époque ottoman », *Dirassat Insania* (Etudes Humaines), *Revue d'Histoire de la Faculté des Sciences Humaines de l'Université d'Alger* n° 1, Alger, pp. 3–19.
- Deguilhem, Randi et Abdelhamid Hénia, dir., 2004, *Les fondations pieuses (waqf) en Méditerranée : enjeux de société, enjeux de pouvoir*, Koweït, Fondation Publique des Awqaf du Koweït.
- Dulout, Fernand, 1938, *Le habous dans le droit musulman et la législation nord-africaine : doctrine, jurisprudence et procédure*, Alger, La Maison des Livres.
- Dulout, Fernand, 1950, *Traité de droit musulman et algérien moderne (Doctrines— Coutumes—Jurisprudence et Législation)*, 4 v., Alger, La Maison des Livres.
- Ghettas, Aisha, 1997, « Ishâm al-mar'a fî al-awqâf fî mujtama' madînat al-jazâ'ir » (La contribution de la femme aux waqfs de la société de la ville d'Alger), *al-Majalla al-maghâribiyya* (Revue Maghreb), n° 85–86, pp. 99–131.
- Guechi, Fatima Zahra, 2013, *Sijill Şâlah Bâi l'l-awqâf 1185–1207 / 1771–1792* (Le registre de Şâlah Bâi et ses waqfs), Constantine, Dâr Midâd.
- Hoexter, Miriam, 1998, *Endowments, Rulers and Community. Waqf al-Haramayn in Ottoman Algiers*, Leiden, Brill.
- Le Saint Coran*, 1989, traduction et commentaire de Muhammad Hamidullah avec la collaboration de M. Léturmy, Amana Corporation, Brentwood, Maryland, USA.
- Mercier, Ernest, 1899, *Le Code de Habous ou Ouakf selon la législation musulmane*, Constantine, Imp. D. Brahm.
- Meriwether, Margaret L., « Women and Waqf Revisited: The Case of Aleppo, 1770–140 » in Madeline C. Zilfi, dir., *Woman in the Ottoman Empire: Middle Eastern Women in the Early Modern Era*, éd., Brill, 1997, pp. 128–52.
- Moufid, Khadidja, 2006, « al-Mar'a wa-'l-waqf : al-tajriba al-maghribiyya » (La femme et le waqf : l'expérience marocaine), *Revue Awqaf*, n° 10, pp. 156–67.
- Saidouni, Nacereddine, 2007, *Le waqf en Algérie à l'époque ottomane, XI^e–XIII^e siècles de Hégire, XVII^e–XIX^e siècles, recueil de recherches sur le waqf*, Koweït, Fondation publique des Awqaf.
- Zurqâ (al-), al-shaykh Aḥmad, 1998, *Aḥkâm al-awqâf* (Règlements des waqfs), Amman, Dâr 'Ammâr.